

Hisab

ASSOCIATION CULTUELLE DES MUSULMANS DE L'AGGLOMERATION DE LONGWY

36 Rue Pasteur
54400 Longwy

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2023
Ce rapport contient 13 pages

HISAB – Lahcen Benali
99 boulevard de la Reine – 78000 Versailles
Entreprise individuelle de commissariat aux comptes – SIRET 901 080 770 00026

ASSOCIATION CULTUELLE DES MUSULMANS DE L'AGGLOMERATION DE LONGWY

Siège social : 36 Rue Pasteur – 54400 Longwy

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par organe délibérant du 26 février 2023, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'ASSOCIATION CULTUELLE DES MUSULMANS DE L'AGGLOMERATION DE LONGWY, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous sommes dans l'impossibilité de certifier que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

En effet, en raison de l'importance du point décrit dans la partie « Fondement de l'impossibilité de certifier », nous n'avons pas été en mesure de collecter les éléments suffisants et appropriés pour fonder une opinion d'audit sur ces comptes.

Fondement de l'impossibilité de certifier

L'ASSOCIATION CULTUELLE DES MUSULMANS DE L'AGGLOMERATION DE LONGWY est une association régie par la loi du 9 décembre 1905. Elle est propriétaire d'un patrimoine mobilier et immobilier évalué à 2 592 363 € arrondis au 31/12/2023.

Malgré nos contrôles sur deux années consécutives, nous ne pouvons, à ce jour, valider son coût d'achat : il n'est pas justifié pour au moins 455 000 €.

Par ailleurs, en l'absence des fiches d'offrande, la vérification de la traçabilité des collectes est impossible, entre leur versement par les donateurs jusqu'à leur encaissement.

Enfin, les documents en notre possession ne nous permettent pas de confirmer l'absence d'autres avantages ou ressources provenant de l'étranger que ceux mentionnés dans l'état séparé de l'annexe des comptes annuels.

L'incidence de ces limitations sur les comptes annuels n'est pas clairement circonscrite, c'est-à-dire que l'analyse des comptes se trouve limitée par l'absence de documents.

En conséquence, la motivation ainsi établie de l'impossibilité de certifier permet à l'utilisateur des comptes de fonder son jugement en toute connaissance de cause.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 26 février 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 11 de l'annexe des comptes annuels relatives à l'application du nouveau règlement comptable ANC 2022-04 et qui présente l'état séparé des avantages et ressources en provenance de l'étranger.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que nous ne formulons pas d'appréciation complémentaire au point décrit dans la partie « Fondement de l'impossibilité de certifier ».

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir les comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

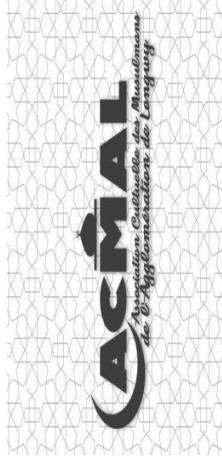
Date : Versailles, le 12 septembre 2024

HISAB – Lahcen Benali



Signé par Lahcen Benali
Le 12/09/24

ID: tx_wxYQavnAL0w



Association Culturelle des Musulmans de l'Agglomération de Longwy

Comptes annuels au 31 décembre 2023

Siège social :

126, avenue Raymond Poincaré

54400 Longwy

N° Siret : 387 862 550 000 10

Contenu des comptes annuels

Page(s)

Bilan financier :

Bilan au 31 décembre 2023

3

Compte de résultat du 1 janvier au 31 Décembre 2023

4

Notes aux comptes

5 - 9

Bilan Moral

Activités culturelles 2023

10 – 16

Bilan financier

ACTIF	2023			2022
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Terrains	1,00		1,00	1,00
Constructions	2 453 811,00	-177 815,07	2 275 995,93	2 357 281,47
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations techniques	90 242,11	-7 713,69	82 528,42	69 036,57
matériel et outillage	48 309,17	-7 316,48	40 992,69	31 569,27
Total I	2 592 363,28	-192 845,23	2 399 518,05	2 457 888,31
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Autres	750,00	0,00	750,00	0,00
Disponibilités	250 867,99	0,00	250 867,99	230 701,05
Total II	251 617,99	0,00	251 617,99	230 701,05
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 843 981,27	-192 845,23	2 651 136,04	2 688 589,36

PASSIF			2023	2022
FONDS PROPRES				
Report à nouveau			2 646 899,09	2 521 242,15
Excédent ou déficit de l'exercice			-25 560,78	125 656,94
Situation nette (sous total)			2 621 338,32	2 646 899,09
Total I			2 621 338,32	2 646 899,09
DETTES				
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés			17 851,06	33 843,60
Produits constatés d'avance			11 946,66	7 846,67
Total IV			29 797,72	41 690,27
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)			2 651 136,04	2 688 589,36

Compte de résultat		2023	2022
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations		46 087,76	32 793,57
Ventes de biens et services			
Dons manuels		100 482,15	221 780,88
Mécénats		3 450,00	11 000,00
Total I		150 019,91	265 574,45
CHARGES D'EXPLOITATION			
Autres achats et charges externes		79 463,59	41 988,47
Impôts, taxes et versements assimilés		421,25	61,49
Charges sociales		6 816,54	428,00
Total II		86 701,38	42 477,96
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		63 318,53	223 096,49
PRODUITS FINANCIERS :			
Différences positives de change		2 120,69	0,00
Total III		2 120,69	0,00
CHARGES FINANCIERES :			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		93 250,00	84 351,23
Total IV		93 250,00	84 351,23
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-91 129,31	-84 351,23
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		-27 810,78	138 745,26
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		2 250,00	1 458,00
Total V		2 250,00	1 458,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES :			
Sur opérations de gestion		0,00	14 546,32
Total VI		0,00	14 546,32
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		2 250,00	-13 088,32
Total des produits (I + III + V)		154 390,60	267 032,45
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		179 951,38	141 375,51
EXCEDENT OU DEFICIT		-25 560,78	125 656,94

Notes aux comptes

1. Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 2 651 136,04 Euros au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de (25 560.78) Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. Objet social

L'Association des Musulmans de l'Agglomération de Longwy (« ACMAL ») est une association culturelle régie par la loi du 9 décembre 1905. Elle a pour objet exclusif l'exercice public du culte musulman sur la commune de Longwy. Elle a été formée pour subvenir aux frais et à l'entretien du culte. Elle peut exercer d'autres activités à condition que celles-ci se rattachent directement au culte et présentent un caractère strictement accessoire. L'exercice du culte concerne principalement la pratiques des 5 prières quotidiennes, de la prière du vendredi et des prières de Aid-el-Fitr et Aid-el-Adha.

3. Liste des lieux où est organisé habituellement l'exercice public du culte

L'association ACMAL organise l'exercice public du culte musulman dans son local situé 126, avenue Raymond Poincaré 54400 Longwy. Elle dispose d'un autre local situé au 36 rue Pasteur 54400 Longwy qui n'est plus utilisé pour le moment.

4. Avantages fiscaux propres aux associations culturelles

L'association bénéficie des avantages fiscaux propres aux associations culturelles.

5. Bail emphytéotique administratif

Dans le cadre du projet de construction de la mosquée, l'ACMAL a signé le 20 décembre 2014 un bail emphytéotique administratif avec la commune Longwy. Le bail est consenti et accepté pour une durée de 99 ans.

L'investissement est comptabilisé en immobilisation corporelle. Cette méthode de comptabilisation est fondée sur l'analogie qui est faite avec le traitement retenu pour la comptabilisation des contrats de concession ou des constructions sur sol d'autrui.

6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition. Sont inscrits en immobilisations en cours les frais engagés dans le cadre du projet de construction de la nouvelle mosquée.

La durée retenue pour l'amortissement de la construction est la durée réelle d'utilisation du bien et la plus courte entre la durée du bail et la durée de vie de la construction (30 ans).

La durée retenue pour l'amortissement des installations techniques et du mobilier est de 10 ans.

Actifs immobilisés	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Bail emphytéotique	1,00	0.00	0.00	1,00
Construction	15 245,00	0.00	-15 244,00	1,00
Construction sur sol d'autrui	2 438 566,00		-162 571,07	2 275 994,93
Installations techniques	69 616,71	20 625,40	-7 713,69	82 528,42
Matériel et outillage	34 054,83	14 254,34	-7 316,48	40 992,69
Total	2 557 483,54	34 879,74	-192 845,23	2 399 518,05

7. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

8. Charges à payer

Les charges à payer sont détaillées comme suit :

Charges à payer	2023	2022
Commissaire aux comptes	3 500,00	1 750,00
AML (calendrier)	0,00	2 124,80
Fournisseur - Costurk (tapis)	0,00	29 968,80
Menuiserie	1 867,36	0,00
France Climatarm	7 238,70	0,00
Engie (électricité – gaz)	2 965,00	0,00
Frais de déplacement bénévoles	2 280,00	0,00
Total	17 851,06	33 843,60

9. Fonds propres

Les fonds propres se présente en report à nouveau et l'excédent de l'exercice.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Report à nouveau	2 521 242,15	125 656,94	0,00	0.00	2 646 899,09
Excédent ou déficit de l'exercice	125 656,94	-125 656,94	0,00	-25 560,78	-25 560,78
Situation nette	2 646 899,09	0,00	0,00	-25 560,78	2 621 338,31
Total	2 646 899,09	0,00	0,00	-25 560,78	2 621 338,31

10. Dons

Les dons et cotisations sont comptabilisés à la date d'encaissement.

11. Dons reçus de l'étranger

Durant l'année 2023, l'association a reçu 3 000 EUR de dons en provenance d'un donateur identifié résidant au Luxembourg.

Conformément au règlement N°202-04 du 30 juin 2022 ci-dessous figure l'état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2023 :

Etat du contributeur	Date de l'avantage de la ressource	Personnalité juridique du contributeur	Nature de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Luxembourg	20/04/2023	Personne physique	Numéraire	Virement bancaire	3.000,00 EUR

12. Contributions volontaires en nature

Le recensement et la valorisation des contributions des personnes n'est pas compatible avec l'objet sociale de l'association par conséquent celles-ci ne sont pas valorisés dans les comptes.
 Dans le cas ou des contributions en nature seraient valorisables, celles-ci seraient valorisées à la valeur réelle estimée à la date de réception de la contribution.

13. Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

14. Evènements majeurs de l'année

Le 26 avril 2023 l'autorité administrative a renouvelé la qualité culturelle de l'association.